

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 159
N° 16 - Numera Taac**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 30
no Eperera 2010

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

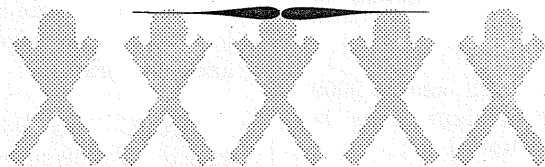
ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Page

**Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française
ou de la commission permanente**

Délibération n° 2010-12 APF du 29 avril 2010 portant modification de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 instaurant une aide au soutien économique pour la préservation de l'emploi dans le secteur automobile

128



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2010-12 APF du 29 avril 2010 portant modification de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 instaurant une aide au soutien économique pour la préservation de l'emploi dans le secteur automobile.

NOR : SAE1000683DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale de la circulation routière en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 instaurant une aide au soutien économique pour la préservation de l'emploi dans le secteur automobile ;

Vu la décision n° 60 AE du 21 janvier 1983 modifiée relative à l'information et à la protection du consommateur dans le domaine de la commercialisation des véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 13 avril 2010 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1579-2010 APF/SG du 21 avril 2010 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 18-2010 du 23 avril 2010 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 29 avril 2010,

Adopte :

Article 1er.— Au premier alinéa de l'article 1er de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée,

l'expression : "ou copropriétaire" est insérée après le mot : "propriétaire".

Au second alinéa de l'article 1er de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée, il est inséré l'expression : "ou locataire" après le mot : "acheteur" et le membre de phrase : ", visé à l'article 2 ci-dessous" après les mots : "véhicule automobile neuf".

Au second alinéa de l'article 1er du projet de délibération portant modification de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009, les mots : "dernier alinéa" sont remplacés par les mots : "quatrième alinéa".

A l'article 1er de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée, il est ajouté un alinéa *in fine* rédigé comme suit : "Cette enveloppe budgétaire inclut les frais liés aux opérations nécessaires à l'élimination des véhicules anciens repris".

Art. 2.— L'article 2 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 2.— Le bénéfice de cette aide est accordé à toute personne physique ou entreprise de moins de dix salariés ou association, propriétaire ou copropriétaire d'un véhicule automobile âgé de huit (8) ans et plus, désireuse d'acquérir, chez un concessionnaire importateur, un véhicule automobile neuf dont le montant ne peut être supérieur à *cinq millions de francs CFP* hors coût du fret pour son expédition dans les îles autres que les îles du Vent. Ce montant s'entend TTC, remise du concessionnaire et aide de la Polynésie française déduites.

Le bénéfice de cette aide est également accordé à toute entreprise de moins de dix salariés, propriétaire ou copropriétaire d'un véhicule automobile âgé de huit (8) ans et plus, désireuse de louer avec option d'achat, chez un concessionnaire importateur, un véhicule automobile neuf destiné à son exploitation dont le montant ne peut être supérieur à *cinq millions de francs CFP* hors coût du fret pour son expédition dans les îles autres que les îles du Vent. Ce montant s'entend TTC, remise du concessionnaire et aide de la Polynésie française déduites.

Art. 3.— L'article 5 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 5.— Le délai de huit ans minimum requis à l'article 3 ci-dessus est décompté à partir de la date de signature du contrat d'achat ou de location avec option d'achat du nouveau véhicule, jusqu'à la date de première mise en circulation.”.

Art. 4.— Le premier alinéa de l'article 6 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée est abrogé.

Au second alinéa de l'article 6 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée, l'expression : “ou la location avec option d'achat” est insérée après l'expression : “pour l'achat”.

Art. 4. *bis* — A l'article 8 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée, l'expression : “ou de location avec option d'achat” est insérée après l'expression : “prix d'achat”.

Art. 4. *ter* — A l'article 10 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée, l'expression : “ou loué avec : option d'achat” est insérée après le mot : “vendu”.

Art. 5.— Au premier alinéa de l'article 13 de la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée, le membre de phrase : “jusqu'au 30 avril 2010 inclus dans la limite du nombre maximal de véhicule défini à l'article 1er” est remplacé par le membre de phrase suivant : “dans les limites fixées au dernier alinéa de l'article 1er ci-dessus”.

Art. 6.— Les modifications présentement apportées à la délibération n° 2009-75 APF du 22 octobre 2009 susvisée ne sont applicables qu'aux contrats signés après la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de la présente délibération.

Art. 7.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Nicolas BERTHOLON.

Le président de séance,
Victor MAAMAATUAIAHUTAPU.